
Un impact persistant: Appel urgent pour une approche sensible aux conflits face à la pandémie de COVID-19



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING



Table des matières

Liste des abréviations	3
Préface	4
Introduction	5
3.1 Contexte	6
3.2 Aperçu	7
3.3 Méthodologie et approche	7
Tendances	8
Changements de l'espace civique	8
Bonne gouvernance en temps de crise	11
Impacts exacerbés sur les communautés vulnérables	13
Progrès réalisés vers le rétablissement de la résilience	16
Conclusion	19
Constats	19
Recommandations	20
Épilogue	23
À propos de la CSPPS	24

Liste des abréviations

RCA	République Centrafricaine
COVAX	Vaccins COVID-19 Global Access
CSDEA	Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique
OSCs	Organisations de la société civile
CSPPS	Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
RDC	République Démocratique du Congo
FCAS	États fragiles et touchés par les conflits
GBV	Violence basée sur le genre
GERDDES	Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Économique et Social
g7+	Association volontaire de 20 pays qui ont été touchés par conflits et sont en transition vers un développement durable
IDPS	Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
INCAF	Réseau international sur les conflits et la fragilité
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif développement durable
ODD3	Objectif développement durable 3: Assurer une vie saine et promouvoir le bien-être des tous à tous les âges
ODD16	Objectif développement durable 16: Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, fournir un accès à la justice pour tous et construire des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux
ODD16+	L'objectif de développement durable 16+ est considéré comme un catalyseur qui nous permettra d'atteindre d'autres objectifs, car il traite des liens entre 12 cibles de l'ODD16 et 24 cibles de sept autres objectifs de développement durable qui mesurent directement un aspect de la paix, de la justice et de l'inclusion
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNOY	United Network of Young Peacebuilders
WASH-Net	Réseau Eau, assainissement et Hygiène

PRÉFACE

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, la CSPPS est restée en contact étroit avec les membres de son réseau pour connaître leur situation, leurs activités, leurs défis et leurs progrès. En 2020, ce travail a abouti au rapport [“Combattre la COVID-19, Construire la Paix – Une perspective de la société civile: Ce que les artisans de la paix locaux disent de la COVID-19, de l’espace civique, de fragilité et des moteurs de conflit”](#).

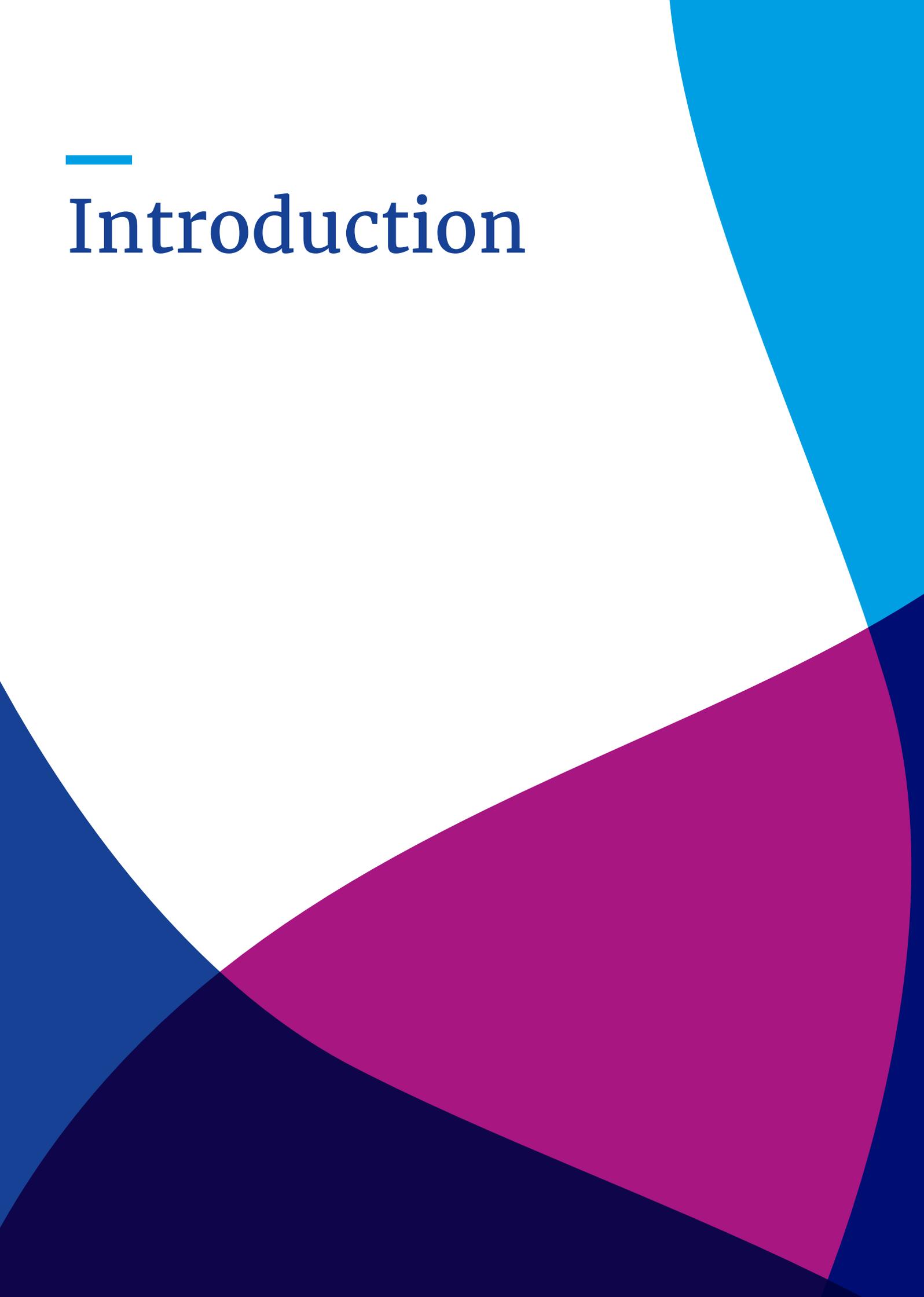
Après avoir constaté l’impact continu et persistant de la pandémie sur le travail des artisans de la paix locaux et le contexte dans lequel leur travail est mis en œuvre, nous avons décidé de publier une troisième enquête et de mener des entretiens à travers lesquels nous voulions documenter les défis urgents auxquels nos membres sont confrontés, un an après le début de la pandémie.

Le Secrétariat de la CSPPS souhaite exprimer sa sincère gratitude à toutes les organisations membres et points focaux de la CSPPS qui ont fourni des idées et des témoignages pour contribuer à ce rapport.

Nous sommes également profondément reconnaissants aux réviseurs et aux éditeurs qui ont travaillé à la réalisation et à la finalisation de ce rapport, et espérons que ce dernier pourra aider à mettre en œuvre une réponse COVID-19 intégrée et sensible aux conflits et une approche de récupération pour atteindre des progrès à l’échelle internationale lors que le monde avance mieux.



Introduction



Contexte

La [Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État \(CSPPS\)](#) est un réseau international dirigé par des membres qui rassemble plus de 800 organisations de la société civile (OSC) du Nord et du Sud, soutenant la prévention des conflits et des crises, la consolidation de la paix et le renforcement de l'État dans plus de 30 pays fragiles et touchés par des conflits. Nous sommes le groupe représentant la société civile au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS). L'IDPS est un réseau international tripartite, composé de la CSPPS, du Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF) - composé de 30 pays de l'OCDE ainsi que d'agences et d'organisations internationales - et du g7+ (une organisation intergouvernementale de 20 pays fragiles et en conflit). La CSPPS soutient les interventions dans les pays en assurant une assistance stratégique et capacitaire visant à amplifier la voix de la société civile à la fois au sein du dialogue international et en dehors de son domaine.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous sommes restés en contact étroit avec les membres de notre réseau pour savoir comment le contexte, les activités, les besoins et les projets dans leur pays ont été affectés. La CSPPS a publié [une déclaration](#) appelant à une approche inclusive et sensible aux conflits de la réponse mondiale au COVID-19.¹ Cela a servi de base à l'élaboration de deux enquêtes et d'entretiens de suivi approfondis, menant à la publication d'un rapport 2020 intitulé [Combattre la COVID-19, Construire la Paix – Une perspective de la société civile: Ce que les artisans de la paix locaux disent de la COVID-19, de l'espace civique, de fragilité et des moteurs de conflit](#)². Ce message fait partie intégrante de notre travail de plaidoyer, en particulier dans le contexte de l'IDPS.³

Dans le contexte de la pandémie en cours, le travail des artisans de la paix locaux reste fortement impacté. Sur la base de la collecte de données précédente et de la diffusion d'une nouvelle enquête, le présent rapport revient sur certains des problèmes exprimés afin de cartographier les tendances et les préoccupations récurrentes. Nous avons constaté que, même après un an face à la pandémie de COVID-19, les voix des artisans de la paix locaux ne sont toujours pas suffisamment entendues par les décideurs nationaux et internationaux, et leurs expériences vécues ne sont pas suffisamment prises en compte. Par conséquent, il est essentiel que nous élevions à nouveau leurs voix pour garantir l'implication de ces perspectives de première ligne dans les politiques nationales et internationales.

¹ "Déclaration de la CSPPS: Une lutte inclusive et sensible aux conflits contre la COVID-19", CSPPS, 9 avril 2020.

² Dali ten Hove et al, "Fighting COVID-19, Building Peace – What Local Peacebuilders say about COVID-19, Civic Space, Fragility and Drivers of Conflict", CSPPS, 13 juillet 2020.

³ *International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding*.

Aperçu

Ce rapport est divisé en quatre sections. La première explore comment, un an plus tard, la pandémie continue d'affecter la capacité de fonctionnement de la société civile. Des aspects pratiques tels que les mesures qui restreignent les déplacements et les rassemblements publics, ainsi que la nouvelle dépendance aux technologies numériques, modifient l'espace civique. De plus, ces restrictions réduisent les opportunités de dialogue et de coopération entre les parties prenantes. La deuxième section développe ces concepts en se concentrant sur les relations entre le gouvernement, les OSC et les communautés locales. Elle décrit les problèmes de méfiance et de transparence politique pendant la pandémie de COVID-19. La troisième section fournit une analyse plus approfondie de l'exposition des communautés locales vulnérables aux tensions sociopolitiques, économiques et environnementales qui ont été exacerbées après un an de crise. La dernière section détaille les plans futurs pour regarder au-delà de la crise actuelle vers un rétablissement inclusif. Le rapport se termine par des recommandations sur la manière de structurer et de mettre en œuvre de tels efforts de rétablissement. Il offre une perspective plus optimiste sur les opportunités que la pandémie a présentées, ainsi que des recommandations sur la manière dont les principales parties prenantes peuvent coopérer avec les acteurs locaux de la paix de manière à s'assurer que ces opportunités soient saisies.

Méthodologie et approche

Cette étude qualitative s'appuie principalement sur des réflexions personnelles recueillies au travers d'enquêtes et d'entretiens avec les membres de notre réseau CSPPS. Nos répondants sont principalement des OSC provenant de pays du Sud, et comprenant des participants de tout le continent africain, du Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Est et d'Europe. Nous avons mené nos recherches les plus récentes au cours du premier trimestre 2021.

Ce rapport sert à relayer les perspectives et les idées des artisans de la paix locaux; par conséquent, ses rédacteurs se sont efforcés de minimiser leurs propres empreintes. Lorsque l'analyse est effectuée, elle sert principalement à identifier des tendances. Le contenu de cet ouvrage vise à présenter les points de vue authentiques des membres de la CSPPS qui ont apporté leurs expériences personnelles, leurs perspectives et leur expertise, dont certains ont requis l'anonymat. En tant que tel, il ne peut être considéré comme une évaluation complète de la situation actuelle et de son impact sur la société civile et l'espace civique. De plus, ce rapport ne se limite pas aux implications immédiates ou à court terme du COVID-19 sur la consolidation de la paix, l'espace civique, la fragilité et les facteurs de conflit. En effet, en examinant les impacts de la pandémie un an après son éclosion, nous regardons également ses séquelles potentielles sur le long terme.

Tendances

Changements dans l'espace civique

En plus des mesures sanitaires qui limitent les activités en personne, les restrictions gouvernementales ont eu un impact négatif sur les OSC. Par conséquent, les organisations locales ont connu une réduction de l'espace civique et des capacités réduites. Pour surmonter ces limites, de nouvelles technologies et outils de communication ont été développés et jouent désormais un rôle central dans la consolidation de la paix en temps de crise. Cette tendance est apparente chez nos répondants dans des contextes de pays multiples.

Répression gouvernementale et usage illégitime de la force

La pandémie de COVID-19 a réduit l'espace civique pour les rassemblements et les manifestations, limitant toutes sortes de contestations gouvernementales de la population au nom des restrictions sanitaires et de leur mise en force. Selon le document de discussion du g7+ et du PNUD, *The Nexus Between COVID-19 and Conflict*, les manifestations et protestations ont augmenté d'environ 42,2% en 2021 par rapport à 2020 dans le cadre de l'application des nouvelles mesures sanitaires.⁴ Notre membre CSPPS au Népal a rapporté que des jeunes avaient manifesté pour lutter contre le gouvernement avant et au tout début de la pandémie. Cependant, ces mobilisations se sont vues interdites en raison des restrictions liées à la COVID-19, et se sont heurtées à une violente répression. Les sociétés civiles voient non seulement leur droit de réunion mais aussi celui d'opinion et d'expression restreint.

Comme le soulignent les membres de la CSPPS au Népal et en Somalie, les gouvernements ont parfois fortement réprimé les manifestations sociales et appliqué des mesures restrictives sur les déplacements et les rassemblements publics par la peur et la répression violente plus qu'en menant une campagne de prévention claire concernant l'évolution de la situation. Dans le cadre des mesures Covid-19, de graves violations des droits de l'homme ont été déclarées, comme l'a averti Antonio Guterres, Secrétaire général de ONU: "Le monde fait face à une pandémie de violations des droits de l'homme."⁵ Cette pandémie pourrait représenter un recul pour la garantie des libertés publiques, telles que la liberté de réunion et de manifestation, car l'espace civique et la possibilité de manifester ont été considérablement réduits dans certains pays. Les défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme sont également touchés de manière disproportionnée par le rétrécissement des espaces civiques, ce qui entrave davantage leurs activités de consolidation de la paix.⁶

Au cours de l'année dernière, une augmentation de l'usage excessif de la force et de la répression violente a été signalée lors de l'application des mesures sanitaires. Ces usages abusifs de la force, comme les arrestations arbitraires ou des blessures et représentant des violations

des droits de l'homme, ont été relevés par plusieurs membres de la CSPPS. Un membre népalais a signalé que la population était plus menacée qu'informée des mesures gouvernementales qui n'étaient pas claires et pas toujours fiables. Dans ce cas, la principale stratégie d'exécution était l'utilisation de la peur et de la répression pour assurer le respect des mesures par la population.

Capacités réduites des organisations de la société civile

Dans le contexte de la pandémie en cours, les OSC assistent à une forte baisse de l'aide internationale, remettant en question leur capacité à continuer à travailler et à mettre en œuvre des actions significatives dans leurs communautés.⁷

La plupart des répondants à notre enquête ont mentionné la réduction de l'aide et des capacités comme l'un des défis, sinon le plus important, depuis le début de la pandémie, étant donné qu'il était déjà difficile pour les OSC de trouver des financements avant l'épidémie. Pouvoir continuer leur travail et impacter positivement leurs communautés est sans aucun doute la principale préoccupation exprimée par les répondants, et ces activités ont été sévèrement entravées par le manque de financement. De plus, les membres de la CSPPS ont identifié plusieurs autres facteurs qui limitent l'espace civique et donc le travail des OSC.

Dépendance envers la technologie et les outils de communication en ligne⁸

La plupart des répondants à l'enquête ont mentionné le rôle crucial des outils de communication pour maintenir leur travail et minimiser les impacts négatifs sur leurs activités. Les participants se sont appuyés sur la radio, la télévision et Internet pour accéder aux informations et aux campagnes liées à la COVID-19. La campagne de sensibilisation contre la COVID-19 étant désormais un élément central du travail des OSC, ces réseaux de communication leur permettent de diffuser des informations et de continuer à travailler à distance.

⁴ Dr. Helder Da Costa, Habib Ur Rehman Mayar, and Gregory Connor, "The Nexus Between COVID-19 and Conflict: Assessing the impacts of the pandemic on peace and development," 11 mars 2021, 8.

⁵ Annie Kelly et Pete Pattison, "A pandemic of abuses: human rights under attack during Covid, says UN head," *The Guardian*, 22 février 2021.

⁶ OHCHR, "Brief to United Nations Special Procedures: Global Trends for Women Human Rights Defenders in the Context of COVID-19," mai 2020.

⁷ Catherine Turner, "One Year On: COVID-19 has made CSOs' effectiveness harder on many fronts: A CPDE ICSO study on the pandemic," mai 2021, 11.

⁸ Dans ce rapport, nous faisons référence aux nouvelles technologies et aux outils de communication plutôt qu'à la "numérisation" en général, car la plupart des répondants a mentionné l'utilisation de la radio et de la télévision, qui ne sont pas des outils inclus dans la définition de la numérisation. Nous définissons les outils de communication comme étant la radio, la télévision et l'internet en général.

La COVID-19 a accéléré le besoin d'avoir accès aux nouvelles technologies et aux outils de communication en général. Ce processus s'accélère et montre des accès disparates entre les membres et au sein des pays membres de la CSPPS. La pandémie a exacerbé les inégalités numériques déjà existantes en interdisant l'accès aux centres technologiques publics, isolant plus de trois milliards de personnes sans appareils technologiques ni accès à Internet.⁹ Cette fracture technologique a créé un fossé en termes d'activités économiques, sociales et éducatives, conduisant les communautés fragiles à devenir plus vulnérables que jamais. Le manque d'appareils technologiques et d'accès à Internet a conduit à l'absence d'informations, ce qui a entraîné une plus grande exposition à la COVID-19 pour ces communautés vulnérables et a donc également eu un impact direct sur la santé. Les jeunes sont particulièrement touchés par les violations des droits de l'homme dans l'espace numérique.¹⁰ En plus des dommages mentaux causés par la cyberintimidation ou le harcèlement en ligne, l'accès restreint à Internet et les préoccupations relatives à la vie privée renforcent l'exclusion des jeunes dans la sphère numérique.¹¹ Alors que les jeunes comptent de plus en plus sur les technologies numériques pour communiquer et interagir les uns avec les autres pendant les confinements, il est essentiel de maintenir leur protection dans ce domaine virtuel.

Pendant la pandémie, l'utilisation d'Internet était essentielle pour la survie des OSC et pour qu'elles puissent continuer leur travail à distance. Les membres de la CSPPS se sont rapidement adaptés à la situation en organisant un nombre considérable d'événements et de réunions en ligne, comme c'est encore le cas aujourd'hui. Cette utilisation quotidienne des outils numériques marque une nouvelle façon de travailler dont certains adhérents prédisent qu'elle perdurera sur le long terme.

“Bien que travailler dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ait posé de sérieux défis, en étant créatifs, nous avons tout de même pu organiser et faciliter avec succès de nombreux projets à succès. Nous nous sommes traditionnellement appuyés sur des activités telles que des réunions de réseautage en personne et des missions de plaidoyer. Les restrictions de voyage et l'interdiction des grands rassemblements en personne ont complètement déplacé notre travail vers le domaine en ligne.”¹²

UNOY, membre CSPPS aux Pays-Bas

⁹ “Fighting the spread of COVID-19 misinformation,” Harvard School of Public Health, 9 février 2021.

¹⁰ Rita Izsák-Ndiaye, “If I Disappear: Global Report on Protecting Young People in Civic Space,” Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, 2021, 7

¹¹ Ibid.

¹² Traduit par les auteurs.



Diffusion d'informations sur la sensibilisation à la COVID-19.
Crédit: Association Rayons de Soleil, Cameroun.

La restriction des déplacements et la distanciation physique sont des facteurs qui révolutionnent nos façons de travailler et nous poussent à créer des solutions innovantes aux problèmes actuels. De nouvelles méthodes de travail ont été développées, telles que l'organisation de sessions de formation interactives en ligne, créant des ressources qui ont été partagées plus largement.

“L'utilisation croissante des nouvelles technologies et de la communication numérique a créé un nouvel espace « pour que les voix marginalisées se fassent entendre et a créé des moyens d'améliorer la participation civique, l'action collective et la responsabilité ». En permettant aux voix marginalisées d'émerger dans la communauté, ces outils de communication créent une nouvelle opportunité d'accroître l'inclusivité.

L'innovation technologique a la capacité de créer des communautés puissantes qui ont le pouvoir et la possibilité de construire des communautés plus inclusives et justes.”

“Building Back Better in the Digital Era:
Local Peacebuilders on Digital Technologies and the Power of Social Media” - rapport CSPPS, janvier 2021

Plusieurs répondants ont souligné un nouvel impact positif d'une mobilisation plus large et plus inclusive des jeunes et des femmes. Par exemple, des campagnes d'information COVID-19 ont été partagées via la radio, Internet ou la télévision, sensibilisant les communautés en période de confinement et d'espace civique restreint.

Cependant, l'un des principaux impacts de la pandémie noté par les répondants à l'enquête est l'élargissement du fossé de la numérisation. Cet écart s'est fortement accru selon les zones géographiques.¹³ Un membre de la CSPPS au Zimbabwe, par exemple, a remarqué une augmentation des inégalités d'accès à Internet entre les zones rurales et urbaines. La numérisation présente ainsi un nouvel aspect des inégalités entre les pays mais aussi à l'intérieur des pays, entre zones urbaines et rurales. Ce phénomène est d'autant plus clair un an après le déclenchement de la pandémie de COVID-19, qui a mis en évidence de manière urgente la nécessité d'utiliser la technologie comme un outil essentiel pour continuer à travailler.

Selon le rapport du g7+ et du PNUD, environ 19% de la population vivant dans des environnements fragiles a accès à Internet.¹⁴ Cette lacune a un impact sur le travail des OSC et leurs alternatives de formation en ligne, qui sont les principaux moyens de garder leur travail efficace et d'améliorer l'engagement communautaire en temps de pandémie.

Cependant, les outils de communication peuvent être contrôlés par le gouvernement et peuvent être utilisés contre sa population. Ces technologies peuvent représenter un danger pour les droits de l'homme et être un puissant moteur de désinformation, d'informations erronées, de surveillance et de censure selon l'usage et l'intérêt d'un gouvernement en question. «Dans les contextes fragiles et touchés par les conflits, les gouvernements répressifs peuvent utiliser ces technologies pour pousser leur propagande et saper les mouvements et la mobilisation à la base. Ces gouvernements peuvent également utiliser des stratégies telles que des fermetures d'Internet ou des restrictions d'accès à Internet, comme les partenaires de la CSPPS en Guinée en ont été témoins lors du dernier processus électoral.¹⁵ En effet, comme indiqué dans la nouvelle Déclaration de la société civile de Rome de 2021 sur l'ODD16+, la réduction des espaces civiques numériques et le manque de protection des données des OSC sont des problèmes qui ont été amplifiés pendant la pandémie de COVID-19.¹⁶

Certains partenaires de la CSPPS ont constaté cette limitation des outils de communication, en fonction de leur relation avec leurs gouvernements. Comme analysé dans le rapport 2021 de la CSPPS sur les technologies numériques, les gouvernements peuvent utiliser les outils

et technologies de communication comme la censure, la surveillance, la propagande ou encore pour réduire l'accès à Internet, comme ce fut le cas de la Guinée.¹⁷

Bonne gouvernance en temps de crise

Méfiance

Les répondants de la CSPPS ont réfléchi à plusieurs raisons de se méfier du gouvernement en période de COVID-19.

L'augmentation des inégalités et l'incapacité du gouvernement à protéger sa population d'une crise sanitaire est l'une des principales raisons de la méfiance envers le gouvernement. La plupart des répondants ont appelé à un meilleur système de prévention et à une réponse plus forte face à la crise de la COVID-19 avec davantage d'investissements dans le domaine de la santé. Étroitement lié à cela est un appel à approfondir la responsabilité tout en défendant les droits aux services sociaux de base. Face à une croissance des inégalités entre les communautés et de pauvreté, la population a tendance à perdre confiance dans son gouvernement et sa capacité à fournir une protection adéquate. Les membres de la CSPPS au Rwanda ont souligné une augmentation considérable de la défiance et de la méfiance envers le gouvernement depuis le déclenchement de la pandémie, en raison de la perte d'emplois et de la propagation de la faim dans le pays.

Outre le manque de confiance dans les mesures sanitaires et dans la manière de gérer la crise de certains gouvernements, la méfiance résulte également de la gestion des campagnes de vaccination. La corruption et l'accès inégal aux vaccins ont suscité des inquiétudes au sein de la population, exacerbant du même coup le sentiment d'injustice, comme il est souligné plus loin dans ce rapport. Assurer la transparence grâce à un accès plus clair aux informations concernant la réponse à la pandémie augmenterait la responsabilité du gouvernement et la confiance du public tout en limitant la corruption.¹⁸

Ces différentes sources de méfiance appellent à un renforcement des institutions publiques. En outre, ces institutions devraient chercher à impliquer les acteurs de la société civile dans la planification et la prise de décision.

¹³ Turner, "One Year On," 9.

¹⁴ Da Costa, Mayar, and Connor, "The Nexus Between COVID-19 and Conflict," 7.

¹⁵ Delphine Callebaut, "Building Back Better in the Digital Era - Local Peacebuilders on Digital Technologies and the Power of Social Media," Rapport de la CSPPS, janvier 2021, 6.

¹⁶ SDG16+ Localisation Consortium, "2021 Rome Civil Society Declaration on SDG16+: A Renewed Call for Strengthening Commitments, Partnerships, and Accelerated Action for SDG16+," juillet 2021.

¹⁷ Callebaut, "Building Back Better in the Digital Era," 6.

¹⁸ SDG16 Alliance, "Access to Information Must not Become a Casualty of the Pandemic," *Global Alliance Reporting Progress on Peaceful, Just, and Inclusive Societies*, 27 mai 2021.



Le projet « Réponse COVID-19 pour les personnes vulnérables à Ta'izz, Yémen ». Crédit: Youth Without Borders Organization for Development

Comme l'a souligné un membre de la CSPPS basé au Sénégal et travaillant en Afrique de l'Ouest, la société civile peut parfois être mise à l'écart par le gouvernement ou perçue négativement comme un adversaire. Cependant, les OSC ont un rôle essentiel à jouer dans l'établissement de bonnes pratiques de gouvernance, et en particulier dans la coordination des réponses à la crise de COVID-19. Impliquer les OSC dans les décisions de gouvernance aiderait également à favoriser le renforcement des institutions.

Renforcement des institutions publiques

Renforcer les institutions publiques et gouvernementales pour façonner une société et son organisation est l'un des trois piliers de l'ODD16 pour lequel la CSPPS plaide. Ce pilier est central car une société s'appuie en permanence sur ses institutions économiques, politiques et judiciaires pour pouvoir maintenir la paix et la sécurité. L'inclusivité, la protection, la confiance ainsi que des politiques efficaces ne peuvent pas être garanties ou appliquées sans renforcer ces institutions essentielles qui ont été affaiblies pendant la pandémie. L'objectif de bâtir des institutions plus solides est de se diriger vers le rétablissement de la manière la plus pacifique et la plus inclusive possible, en promouvant la bonne gouvernance, la responsabilité et la protection des libertés fondamentales.

Comme indiqué par environ la moitié des personnes interrogées et également signalé dans le rapport du g7+ et du PNUD, la pandémie a souligné la nécessité de renforcer les institutions de l'État et de favoriser la stabilité, car le taux le plus élevé d'infections à la COVID-19 est observé dans les contextes les plus fragiles tels que le Burundi, le Soudan du Sud, la RDC et le Yémen, entre

autres.¹⁹ Il est crucial de s'attaquer au problème des institutions faibles, car le manque d'accès à la justice et la transparence sont identifiés comme des défis clés pour sortir de la crise actuelle et mieux progresser après la pandémie.²⁰ Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a souligné que la priorité dans ce contexte est d'offrir une réponse proportionnée aux menaces immédiates tout en protégeant les droits de l'homme et l'état de droit.²¹ Le renforcement des institutions permettrait également au gouvernement d'appliquer les mesures sanitaires sans avoir recours à la violence et la répression.

La méfiance sous-jacente et la faiblesse des institutions ne sont qu'une des causes possibles du non-respect des restrictions gouvernementales liées à la COVID-19.

(Non) Respect des restrictions gouvernementales

Les restrictions gouvernementales ne sont pas bien suivies pour différentes raisons. Tout d'abord, comme évoqué plus haut, la désinformation et le manque d'information, souvent diffusés sur les réseaux sociaux, sont des éléments expliquant le non-respect des restrictions gouvernementales dans certains pays. La méfiance et le manque de transparence sont également un facteur de non-respect, en plus de la méfiance de la population envers le gouvernement quant au nombre de cas ou à la campagne de vaccination.

De plus, la désinformation et l'accès inégal à l'information sur les mesures de santé et de sécurité provoquent des clivages et troubles sociaux. Dans certains cas, les

¹⁹ Da Costa, Mayar, et Connor, "The Nexus Between COVID-19 and Conflict," 8.

²⁰ Turner, "One Year On," 17.

²¹ "We need effective institutions to get out of this crisis," Nations Unies.

populations ne font pas confiance au vaccin en raison de la propagation de la désinformation sur les réseaux sociaux. Un membre de la CSPPS au Nigeria déclare même que les élites politiques sont responsables de la diffusion de fausses informations dans le pays. Certaines autorités de l'État sont allées jusqu'à interdire les centres de test COVID-19 et les vaccinations, alléguant que le virus est un canular. Au-delà du risque de propagation du virus COVID-19, la désinformation et la méfiance ont un impact négatif sur le tissu social dans les contextes fragiles et touchés par les conflits, ce qui limite les activités de consolidation de la paix et de renforcement de l'État.

Questions de transparence politique et de démocratie

Alors que certains répondants ont indiqué que leur gouvernement inclut et consulte les OSC dans leurs processus décisionnels, la transparence a été reléguée au second plan comme c'est souvent le cas en temps de crise. Cet aspect de la crise est directement lié aux principes de l'ODD16, qui met l'accent sur l'augmentation de la transparence, la garantie de l'accès du public à l'information et la protection des libertés fondamentales. Le partenariat entre les gouvernements et les OSC est essentiel et soutient de manière significative la mise en œuvre de l'ODD16 dans ce contexte. Comme les OSC travaillent directement sur le terrain, il est essentiel qu'elles soient incluses dans le processus de prise de décision, et devraient être l'un des principaux acteurs de la campagne COVID-19 et de la sensibilisation. Par conséquent, elles devraient occuper une place centrale dans le processus, ce qui n'est actuellement pas toujours le cas selon nos répondants.

Parmi les répondants de la CSPPS, dans les pays où des élections démocratiques ont eu lieu depuis le déclenchement de la pandémie en 2020, la plupart ont signalé que le processus était plus secret et manquait de transparence en raison des protocoles COVID-19. Ces situations ont des impacts démocratiques importants, limitent les libertés publiques et pourraient, par ailleurs, conduire à une méfiance générale à l'égard du gouvernement.

“La République Centrafricaine souffre d'une crise de confiance où la population ne fait plus confiance au gouvernement en raison du manque de transparence concernant les mesures COVID et leur application.”

GERDDES-Centrafrique, membre CSPPS en RCA

Ces enjeux sont centraux dans le cadre des travaux sur l'ODD16 qui vise à lutter contre la corruption, accroître la transparence, améliorer l'accès à l'information et faire progresser la bonne gouvernance. La CSPPS est un membre actif de la Coalition mondiale pour l'ODD16 qui a appelé à faire de l'ODD16+ une pierre angulaire des efforts mondiaux pour réaliser les autres ODD. Ce faisant, nous reconnaissons que l'accent mis par l'ODD16 sur des sociétés pacifiques, justes et inclusives est un facteur clé de progrès vers l'ensemble du Programme 2030.

Impacts exacerbés sur les communautés vulnérables

Vulnérabilités économiques

Dans notre dernier rapport CSPPS, nous avons noté que la COVID-19 était susceptible d'avoir un impact disproportionné sur les communautés vulnérables dans les pays fragiles et touchés par des conflits.²² Nos partenaires ont confirmé cette tendance et, un an plus tard, ils continuent de s'inquiéter des défis et des obstacles auxquels font face les populations vulnérables à cet égard.

“Les jeunes et les femmes ont moins de capital et de fonds et ne peuvent pas se permettre de longues périodes de confinement. La plupart d'entre eux dépendent du revenu quotidien.”²³

CSDEA, membre CSPPS au Nigeria

Certaines communautés n'ont pas les moyens de se protéger contre le virus COVID-19. Par exemple, l'accès au savon, à l'eau et aux récipients propres est nécessaire pour se laver les mains, ce qui est un moyen essentiel pour lutter contre la propagation du virus. Certains n'ont pas accès à ces nécessités. De plus, l'utilisation de masques faciaux en public est souvent obligatoire. Mais lorsque les masques faciaux peuvent coûter jusqu'à deux fois le revenu quotidien d'une personne, il peut être difficile pour elle de les acheter et de les porter systématiquement. Ces problèmes soulignent l'impact disproportionné de la pandémie sur les communautés vulnérables qui ne peuvent pas mettre en œuvre les mesures nécessaires pour arrêter la propagation de la COVID-19.

²² ten Hove et al, “Fighting COVID-19, Building Peace,” 2.

²³ Traduit par les auteurs.



Formation des femmes vulnérables aux activités génératrices de revenus pour faire face aux défis économiques dus à la COVID-19.
Crédit : Association Rayons de Soleil.

Ceci est problématique dans le contexte de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État. Comme mentionné précédemment dans ce rapport, les inégalités et l'accès disparate peuvent provoquer des tensions sociales, une méfiance à l'égard du gouvernement et une incompréhension des mesures barrières mises en place par les autorités. Non seulement cette méfiance affecte la réponse à la COVID-19, mais elle rend également plus difficile pour les OSC de s'engager avec les communautés locales et de favoriser la cohésion sociale. Cela souligne l'impact négatif de la pandémie sur la cohésion sociale et nationale, et démontre la nécessité d'une réponse intersectorielle.

L'emploi précaire augmente également l'exposition des communautés vulnérables aux impacts négatifs de la COVID-19. Ce dernier a causé des opportunités d'emploi limitées, la perte de moyens de subsistance et la réduction des activités génératrices de revenus, qui affectent grandement les personnes employées dans des capacités précaires ou informelles. Cet impact frappe particulièrement durement un an après l'épidémie, car les jeunes et les femmes en particulier continuent de lutter pour trouver un emploi. Des mesures restrictives qui diminuent l'activité économique sont en place depuis plusieurs mois, augmentant fortement la précarité. Les femmes et ceux qui travaillent dans le secteur tertiaire sont souvent les plus touchés par ces opportunités d'emploi perdues.²⁴ Les mesures gouvernementales en réponse à la pandémie, par exemple la fermeture de bars et de restaurants, de marchés ou encore de petites usines et unités de production, ont contribué à un chômage massif.

L'augmentation de la précarité constatée par nos répondants est conforme aux projections du PNUD et du g7+ selon lesquelles l'extrême pauvreté va continuer à

“L'impact socio-économique est palpable. Les personnes les plus vulnérables et les plus pauvres, celles ayant des activités génératrices de revenus précaires, sont les plus touchées et n'appliquent souvent pas de mesures de prévention sanitaire. [...] Dans cette situation, soit elles se résignent aux mesures barrières, soit elles se révoltent contre elles.”

GERDDES-Centrafricaine, membre CSPPS en RCA

augmenter en raison de l'impact de la COVID-19, qui affecte fortement les contextes de consolidation de la paix.²⁵ Alors que nous observons ces effets un an après le déclenchement de la pandémie, il est maintenant plus essentiel que jamais d'adopter une approche holistique des mesures de réponse qui stimulera une reprise en termes de santé publique, mais aussi une approche qui ne laissera personne de côté et adressera les problèmes auxquels les plus vulnérables ont dû faire face au cours de la dernière année. C'est pourquoi il est impératif de lier la reprise mondiale après la pandémie de COVID-19 aux ODD, comme plusieurs de nos membres l'ont noté dans leurs réponses à l'enquête. L'intégration de la mise en œuvre des ODD, y compris l'ODD16 est une étape importante pour parvenir à un redressement holistique qui tienne compte des échecs flagrants que la pandémie a révélés en termes d'infrastructures sanitaires, d'organes gouvernementaux et de cohésion sociale. L'ODD16 a un rôle particulièrement important à jouer dans ce contexte, en garantissant l'établissement d'institutions plus fortes et plus justes après avoir été mises à l'épreuve et, dans de nombreux cas, n'ont pas pu être à la hauteur. Dans le même ordre d'idées, la société civile devrait être considérée comme un acteur central dans la réalisation de ces changements sociétaux et politiques.

²⁴ “Briefing Note: [The Economic Impacts of COVID-19 and Gender Inequality](#). Recommendations for Policy Makers,” PNUD, 4.

²⁵ Da Costa, Mayar, et Connor, “The Nexus Between COVID-19 and Conflict,” 5.

“Nous pensons que la priorité devrait être de soutenir et de renforcer les capacités des organisations liées à la crise, telles que les institutions travaillant dans le domaine de la santé et celles travaillant dans le domaine de la lutte contre la violence sexiste et les organisations des droits de l’homme. Cela devrait se faire par la mise en réseau et la création de liens entre ces organisations, notamment en ce qui concerne l’utilisation sûre d’Internet, la création de ponts, la confiance avec les citoyens et les larges secteurs populaires, le soutien aux groupes les plus nécessiteux tels que les femmes, les filles, les prisonniers, etc. Cela permettra de construire une paix positive et de garantir l’existence d’une société civile capable de faire face à de telles crises.”²⁶

Justice Call, membre de la CSPPS en Égypte

Les communautés locales et vulnérables continuent d’être exposées à des tensions exacerbées par la pandémie de COVID-19. Plusieurs personnes interrogées ont souligné que l’environnement sécuritaire dans les FCAS continue d’avoir un impact sur la vie des communautés et sur les capacités des OSC à travailler en faveur de la paix. En effet, dans certains pays, la violence persiste malgré la pandémie et les efforts déployés pour répondre à la crise sanitaire, ce qui entraîne un environnement sécuritaire instable.

En Sierra Leone, par exemple, la situation sécuritaire a suscité l’indignation du public et les affrontements entre la police et les motards commerciaux ont conduit à des meurtres. Cette situation est liée aux préoccupations concernant la vulnérabilité économique, car les restrictions COVID-19 ont réduit les chances de survie économique des motards. Cela augmente l’agitation et les pousse à travailler en dépit des réglementations, ce qui les met en porte-à-faux avec les autorités et crée de la violence. Dans le cas du Nigeria, la perte d’emplois et de moyens de subsistance est corrélée à des taux élevés de vols, de cambriolages et d’enlèvements contre rançon, ce qui a conduit l’Assemblée nationale à criminaliser le paiement de rançons.²⁷ Ainsi, les tensions économiques dues aux restrictions COVID-19 aggravent la situation sécuritaire, impactant encore plus les communautés vulnérables.

²⁶ Traduit par les auteurs.

²⁷ “Nigeria senate dey consider bill to criminalise ransom payment with 15 years imprisonment as punishment” *BBC News*, 20 mai 2021.

Exposition à la violence fondée sur le sexe

Au cours de la pandémie, les experts ont tiré la sonnette d’alarme sur la forte augmentation de la violence domestique et de la violence fondée sur le sexe dans le monde. Dans leur récent rapport, le G7+ et le PNUD ont constaté que, dans certains contextes de conflit, la violence domestique avait augmenté de 96 % depuis le début de la pandémie.²⁸ Conformément à ces conclusions, la quasi-totalité des personnes interrogées dans le cadre de notre enquête ont également signalé ce sujet comme une préoccupation dans leur propre contexte et ont noté l’impact disproportionné de la pandémie sur les femmes. Plusieurs facteurs aggravants ont été cités, notamment les mesures de confinement, la perte d’activité économique pour les femmes et l’absence de cours en personne à l’école. Ces facteurs augmentent le temps que les victimes passent à la maison avec leurs agresseurs, et peuvent accroître la vulnérabilité des femmes et des enfants face aux pressions économiques et à la violence domestique. Certaines mesures doivent être maintenues pour apporter un secours immédiat aux victimes de violence fondée sur le sexe. Dans une note d’information d’avril 2020, par exemple, le PNUD a émis plusieurs recommandations en termes de services de santé, d’urgence et de justice, afin de garantir que les victimes de violence basées sur le genre aient accès à ces services malgré les restrictions COVID-19.²⁹ Comme les répondants à notre enquête continuent d’observer des cas de telle violence un an après la publication de ces recommandations, il est essentiel que ces mesures continuent d’être mises en œuvre à court terme. À long terme, cependant, les efforts de rétablissement de COVID-19 doivent s’attaquer à ces tensions exacerbées. Les causes économiques, sociales et sanitaires qui s’entrecroisent nécessitent une réponse holistique.

“Un an après l’épidémie en Sierra Leone, les femmes et les filles ont dû supporter les impacts les plus importants - résultant d’un manque de soutien et de sécurité pour leur bien-être et surtout de l’augmentation des incidences d’abus sexuels de la part d’une société dominée par les hommes.”³⁰

WASH-Net, membre de la en Sierra Leone

²⁸ Da Costa, Mayar, et Connor, “The Nexus Between COVID-19 and Conflict,” 6.

²⁹ “Briefing Note: The Economic Impacts of COVID-19 and Gender Inequality,” 15.

³⁰ Traduit par les auteurs.

Innovations

Certains de nos partenaires ont partagé des mesures innovantes pour aborder la question de la violence domestique pendant la pandémie. Par exemple, l'organisation de développement des femmes IIDA en Somalie a lancé un projet qui aborde à la fois la violence domestique et la crise de COVID-19. IIDA aide les victimes de violence sexuelle à fabriquer des masques faciaux, couramment utilisés pour stopper la propagation de la COVID-19. L'organisation achète ensuite ces masques pour les donner et les distribuer dans les communautés vulnérables. Ce projet soutient la résilience des communautés à deux niveaux. Premièrement, le fait d'offrir des opportunités d'emploi aux victimes de violence sexuelle accroît leur indépendance économique et leur réintégration sociale. Ensuite, la fourniture de masques aux communautés vulnérables contribue à limiter la propagation du virus COVID-19 tout en renforçant ces populations. Les efforts locaux de ce type, dans le cadre de la résilience et de la réponse communautaires, doivent être encouragés.

Plusieurs de nos répondants ont relevé un autre aspect positif de la crise de COVID-19: ce dernier semble avoir stimulé la solidarité et la mobilisation publique, en particulier chez les jeunes. Dans certains cas, le grand public est plus engagé dans le partage d'informations et les campagnes de sensibilisation, et la perspective des jeunes est plus souvent incluse dans les réponses sanitaires. Bien que la pandémie ait souvent mis en évidence les clivages sociaux et accru les tensions, il est essentiel de noter ces aspects positifs de la solidarité et de la participation. Cet intérêt public pourrait être catalysé par des actions plus positives au cours de la période de récupération post-pandémique, en renforçant les réponses communautaires et en incluant des voix plus diverses.

“Nous avons observé un aspect positif de la COVID-19 au Cameroun: la solidarité liée à la pandémie. De nombreuses initiatives de sensibilisation et de soutien sont menées au quotidien par des particuliers, des entreprises, le gouvernement et la société civile. Des efforts sont faits pour que les mesures d'hygiène soient respectées. Par ailleurs, on constate un intérêt croissant pour la consommation de produits locaux, ce qui permettra de développer l'industrie locale et de limiter les importations. Le respect des mesures d'hygiène telles que le lavage des mains a permis de limiter la propagation du choléra, très souvent recensé et qui fait généralement des milliers de victimes chaque année. En outre, il a permis le développement de la médecine traditionnelle à base de plantes.”

Association Rayons de Soleil, membre de la CSPPS au Cameroun



The project “protecting vulnerable women against COVID-19 in conflict zones”. Credit: Association Rayons de Soleil.

Progrès accomplis vers une reprise résiliente

Un an après le début de l'épidémie, les experts et les dirigeants mondiaux s'engagent dans une campagne de vaccination massive. Nos partenaires dans les situations fragiles et affectées par des conflits ne font pas exception. Les progrès concernant la campagne de vaccination sont toutefois hétérogènes, et certains pays et communautés risquent d'être laissés pour compte par leurs homologues du Nord mondial. Dans un exposé présenté en mai 2021 au Conseil de sécurité de l'ONU, par exemple, il était indiqué que les pays à faible revenu avaient à ce moment-là reçu moins de 1 % des doses mondiales de vaccin.³¹ Parmi nos répondants, près de la moitié ont déclaré qu'une campagne de vaccination n'avait pas encore commencé dans leur pays, ou qu'ils n'avaient reçu aucune information concernant l'accessibilité du vaccin. L'autre moitié des participants à l'enquête a indiqué que, bien que la vaccination ait commencé dans leur pays et que cela représente une évolution positive, ils étaient globalement insatisfaits de sa distribution.

Un grand nombre de nos pays partenaires sont prêts à recevoir le vaccin dans le cadre de l'initiative COVAX.³² Cependant, seuls deux de nos répondants ont spécifiquement mentionné le programme COVAX dans leurs réponses à l'enquête. Plusieurs d'entre eux ont indiqué que le soutien international, qu'il s'agisse de vaccins ou de financement pour la consolidation de la paix ou pour la relance économique, était une priorité pour se remettre de la pandémie. Par conséquent, nous pouvons déterminer que la vaccination est une composante critique et inévitable du rétablissement qui doit être complétée par d'autres éléments. Il convient de plaider en faveur d'une approche holistique, qui inclut les facteurs socio-économiques, soutient la démocratie et la transparence, et renforce la cohésion nationale. En tant que

³¹ Au Conseil de sécurité, l'appui unanime au multilatéralisme cache mal les divergences entre ses membres permanents” ONU Info, 7 mai 2021

³² Pour plus d'informations sur l'initiative COVAX, voir Gavi, the Vaccine Alliance

plateforme, nous soutenons le plaidoyer de l'UNICEF selon lequel la distribution équitable de vaccins est un impératif humanitaire. Nous avons besoin d'une réponse mondiale à la COVID-19 - car personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas.³³

Les efforts de la société civile jouent un rôle clé dans la lutte contre la désinformation et ses impacts négatifs. Ainsi, les acteurs de la société civile ont combiné les activités de relèvement de COVID-19 avec la consolidation de la paix pour assurer une réponse durable. En Sierra Leone, par exemple, les activités de cohésion sociale et de renforcement des communautés ont été essentielles pour combler les lacunes de la désinformation et de la méfiance, tout en renouvelant les tissus sociaux. Grâce à des projets tels que "Community-Based Strategies to Roll Back the Spread and Effects of COVID-19", l'équipe pays de la CSPPS en Sierra Leone a démontré l'impact de la pandémie sur tous les domaines de la vie.³⁴ Les activités de renforcement communautaire et de cohésion sociale se sont donc clairement inscrites dans un lien entre la COVID-19, la consolidation de la paix et la mise en œuvre des ODD. Cela clarifie l'applicabilité des efforts des OSC dans le domaine de la consolidation de la paix pour contribuer également à contrer les impacts négatifs de COVID-19.

L'importance de la cohésion sociale face à la pandémie a également été soulignée par des représentants du gouvernement et de la société civile de Sierra Leone lors du récent Forum de consolidation de la paix 2021 FriEnt. Lors d'une session, ces participants ont noté que le soutien pour la paix et la cohésion nationale étaient des leçons essentielles tirées de la crise Ebola 2013-2016 en Sierra Leone, et que l'inclusion, la transparence et la responsabilité restaient des éléments essentiels de la réponse à la crise sanitaire actuelle.³⁵ Les orateurs ont réitéré que les crises devraient être gérées dans le contexte de la vision de paix de l'IDPS. Bien que ce cadre ait été mis de côté pour laisser place à la réponse COVID-19, les deux sont intrinsèquement liés. La consolidation de la paix est un processus continu qui nécessite un engagement permanent.

"Le fait de travailler en collaboration contre le virus renforce la confiance de la communauté dans le processus de réponse."³⁶

WASH-Net, membre de la CSPPS en Sierra Leone
"Une société n'est aussi forte que ses membres les plus vulnérables" *CSPPS actualités*, avril 2020

³³ "No-one is safe until everyone is safe – why we need a global response to COVID-19", UNICEF, 24 2021.

³⁴ "2020 Narrative Report to the European Union: Support to the Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS) 2018 - 2020," rapport de la CSPPS, 2021, 17.

³⁵ "Influencing Local Peacebuilding Policies through Polyilateral Political Dialogue: The Case of Sierra Leone," *FriEnt Peacebuilding Forum*, 29 avril 2021.

³⁶ Traduit par les auteurs.

Elle contribue également au rétablissement durable de la pandémie actuelle, en renforçant la cohésion sociale pour combattre la désinformation, par exemple.

Bien que la société civile, en partenariat avec d'autres parties prenantes, ait entrepris de nombreux projets de ce type pour limiter les effets de la COVID-19, il est devenu de plus en plus évident que la vaccination de masse est le moyen le plus impératif de traverser la pandémie. Plusieurs programmes de vaccination existent, et il est essentiel que la communauté internationale renforce cette réponse dans les contextes fragiles et touchés par les conflits afin de garantir une reconstruction positive et inclusive. Comme le reflète le document de travail du PNUD et du g7+, l'inégalité d'accès au vaccin risque d'être un problème croissant dans les pays touchés par des conflits, car certains gouvernements n'ont pas les moyens financiers d'acheter les vaccins ou d'assurer leur distribution équitable.³⁷ Près de la moitié des personnes interrogées dans le cadre de notre enquête ont également indiqué que l'accès au vaccin était une priorité pour mieux avancer, et ont cité l'inégalité des campagnes de vaccination comme un facteur de prolongation de la reprise économique pour les pays à faible revenu. Cette situation appelle une solidarité et une réponse internationales, ainsi que des initiatives comme COVAX devraient être supportées. Certains pays ont répondu à cet appel, les Etats-Unis, par exemple, s'engageant à fournir 500 millions de doses au COVAX l'année prochaine.³⁸

En outre, les campagnes de vaccination doivent être menées avec transparence et responsabilité, du niveau international au niveau local, afin de limiter les bouleversements sociaux. Face à une pandémie qui touche le monde entier, il ne faut pas céder à l'isolement et au détachement. C'est ce que rappelle le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, qui a récemment déclaré que le monde avait atteint une situation d'"apartheid vaccinal", où "le grand problème est le manque de partage".³⁹ Alors que des rappels sont déjà envisagés dans certains pays à revenu élevé ou intermédiaire, M. Ghebreyesus souligne le danger que représentent "les pays qui ont déjà utilisé la majeure partie de l'offre mondiale de vaccins en utilisant encore plus de vaccins, alors que les personnes les plus vulnérables du monde restent sans protection".⁴⁰ Une action mondiale est nécessaire pour faire face à une crise mondiale et, à ce titre, nous appelons la communauté internationale et les dirigeants à tous les niveaux à veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

³⁷ Da Costa, Mayar, et Connor, "The Nexus Between COVID-19 and Conflict," 6.

³⁸ "U.S. to Buy 500 Million Pfizer Covid Vaccines to Share Globally, Source Says," *CNBC*, 09 juin 2021.

³⁹ "World has entered stage of "vaccine apartheid" - WHO head", *Reuters*, 17 mai 2021.

⁴⁰ "L'OMS demande un moratoire sur les rappels du vaccin contre la Covid-19", *ONU Info*, 4 août 2021.



Le projet de réponse d'urgence pour les groupes les plus pauvres contre la COVID-19 au Yémen. Crédit: Youth Without Borders Organization for Development

Un autre élément clé de la réponse mondiale à cette crise est la localisation, en particulier dans le contexte de l'intégration de l'ODD16+. En effet, les OSC, avec le soutien de la CSPPS, ont continué à localiser l'ODD16+ tout au long de la période de pandémie afin de parvenir à des sociétés pacifiques, justes et inclusives. Cet objectif est impératif pour faire face à la montée de la violence, à l'exposition des inégalités structurelles et à l'augmentation de nombreuses formes de discrimination qui ont été exacerbées par la pandémie. Les restrictions et les fermetures dans le monde entier, la répression de l'espace civique et les tensions accrues plongent les communautés dans la vulnérabilité et la méfiance. L'ODD16+, avec ses liens avec la santé, la paix et les conflits, le développement socio-économique et la gouvernance, est la solution optimale pour un développement et un redressement durables.

Par conséquent, la CSPPS appelle à amplifier les engagements et les partenariats pour une action accélérée, comme cela a été publié dans d'autres documents tels que la Déclaration de Rome 2021 de la société civile sur l'ODD16+: Un appel renouvelé au renforcement des engagements, des partenariats et de l'action accélérée pour SDG16+. L'intensification des efforts collectifs en faveur de la mise en œuvre de l'ODD16+ répond à la nécessité urgente de faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et d'assurer un redressement autonome et centré sur les personnes. Reconnaisant qu'un acteur unique ne peut pas accomplir ce travail seul, la CSPPS attire l'attention sur la valeur des partenariats plurilatéraux comme l'IDPS et leur rôle dans le rétablissement. La Vision de paix 2019-21 de l'IDPS contient un engagement clair pour protéger et étendre l'espace civique, et ces objectifs sont particulièrement pertinents dans ce contexte. En outre, la lutte contre la violence sexiste, la promotion de l'égalité des sexes et la promotion de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité sont, d'une part, des priorités thématiques de la vision de l'IDPS pour 2021 et, d'autre part, nécessaires à un redressement résilient.

Conclusion

Observations

Chaque crise présente une opportunité de mieux construire l'avenir. La pandémie de COVID-19 nous enseigne encore de nombreuses leçons qui permettent une récupération globale, plus inclusive et sensible aux conflits. La crise sanitaire actuelle confirme que le monde entier est vulnérable, mais que les populations les plus touchées restent celles qui se trouvent dans des situations de conflit et de fragilité. Cela aggrave la situation et démontre la nécessité d'une approche holistique du relèvement, qui tienne compte des considérations économiques, politiques, sociales et environnementales. Cela est particulièrement vrai pour les communautés fragiles, où la COVID-19 a exacerbé les facteurs de conflit.

Recommandations

Afin de répondre aux questions clés soulevées par les artisans de la paix locaux face à la pandémie actuelle de COVID-19 et à son rétablissement, CSPPS formule les recommandations suivantes:

1. Tirer parti des ODD dans la poursuite d'une relance inclusive

- Il est nécessaire d'aborder la récupération à travers le prisme des ODD pour pouvoir progresser sur l'ensemble des ODD interdépendants. Si le renforcement d'objectifs tels que l'ODD3, axé sur la santé et le bien-être, est approprié à la lumière de la pandémie de COVID-19, un relèvement résilient repose sur la mise en œuvre d'autres actions visant à soutenir des sociétés pacifiques, justes et inclusives et une approche centrée sur l'être humain, comme le prévoit l'ODD16.⁴¹ Ce dernier peut influencer le développement d'un nouveau contrat social afin de rétablir la confiance dans les secteurs public et privé et d'inclure les plus fragiles dans le processus de redressement. Ceci est particulièrement important à la lumière des défis économiques engendrés par la pandémie, qui ont eu un impact disproportionné sur les FCAS.
- Faire de l'ODD16+ le fondement des efforts de réinitialisation et de récupération de COVID-19, car une action urgente sur l'ODD16+ est un catalyseur à l'accélération de la mise en œuvre de plusieurs objectifs et donc à la réalisation d'un avenir plus fort et plus résilient pour les générations actuelles et futures.

2. Renouveler le contrat social entre les gouvernements et leurs citoyens

- La crise sanitaire actuelle a engendré ou exacerbé un certain nombre de crises socio-économiques et politiques. La méfiance à l'égard des gouvernements et des institutions publiques est généralisée, et l'ODD16, qui répond à ces préoccupations en préconisant une gouvernance efficace et transparente, est un élément clé de la réponse. En cette période de récupération, les gouvernements ont la responsabilité de respecter l'ODD16 et d'aborder l'aspect multidimensionnel de la pandémie. Par conséquent, la CSPPS appelle à la réactivité et à l'inclusion de la part des gouvernements, ainsi qu'à la relance d'un contrat social fonctionnel. La CSPPS se joint au Secrétaire général des Nations Unies pour appeler à la responsabilité des gouvernements afin de s'assurer que les mesures de réponse et de

rétablissement soient "proportionnées, nécessaires et non discriminatoires."⁴² Ceci peut être fait en augmentant la transparence, principalement en diffusant des informations claires sur les données COVID, les mesures COVID et la vaccination. Une autre façon d'accroître la confiance dans le gouvernement est d'augmenter l'assistance sociale aux plus vulnérables en fournissant une aide alimentaire, un abri et une sécurité contre la violence croissante à tous de manière juste et équitable.

- Les gouvernements ne sont pas les seules parties prenantes de cette réponse. La société civile a joué un rôle essentiel depuis l'apparition de la COVID-19 et tout au long de la pandémie. Les artisans de la paix locaux ont travaillé sans relâche pour atténuer les effets négatifs de la COVID-19 en renforçant la cohésion sociale, le dialogue et la responsabilité, tout en faisant face eux-mêmes à des défis incroyables. Cela renforce la pertinence d'une approche centrée sur l'ODD16. Par le biais d'appels à l'action conjoints tels que Act Now for SDG16+, la CSPPS a défendu les besoins exprimés par les OSC, en soulignant leur implication dans la pandémie pour contribuer à des sociétés et des institutions résilientes.⁴³

3. Restaurer l'espace civique

- Développer le lien entre les gouvernements, les OSC et les communautés locales est un moyen essentiel de faire face aux crises actuelles. Le rétrécissement de l'espace civique et le manque de canaux de coopération et de dialogue ont accru la méfiance et l'agitation sociale. Cette période de reprise doit donc être mise à profit pour un engagement plus constructif entre les gouvernements et leurs populations. Les gouvernements doivent continuer à concevoir les mesures de réponse et de relèvement de COVID-19 en collaboration avec les OSC afin d'éviter les impacts négatifs sur les aspects de la vie quotidienne et de s'assurer que tous les groupes sociaux soient traités de manière égale. La coordination par le biais de partenariats locaux devrait également être encouragée afin de créer un corps unifié d'OSC capable de gérer conjointement la crise. Des OSC moins fragmentées pourraient se coordonner de manière plus fructueuse pour établir des partenariats plurilatéraux constructifs.
- Une approche coordonnée et holistique est essentielle, et doit impliquer la communauté internationale. Les parties prenantes internationales doivent être impliquées dans cette réponse non pas en tant qu'acteurs paternalistes, mais plutôt en tant que

⁴¹ "Le FPHN virtuel de l'ONU n'empêchera pas l'ODD16+ de reculer", CSPPS, 19 juillet 2021.

⁴² "We need effective institutions to get out of this crisis," Nations Unies.

⁴³ "Act Now for SDG16+: Peace, Justice, Inclusion, and Strong Institutions in a Pandemic," CSPPS Call to Action, 18 novembre 2020.

partenaires de plaidoyer et de lobbying. En effet, la communauté internationale peut plaider en faveur des mesures recommandées ci-dessus en envoyant des signaux pour éviter les restrictions de l'espace civique, par exemple. En effet, la participation de la communauté internationale est cruciale pour soutenir les sociétés civiles dont les libertés sont restreintes. Par exemple, elle peut le faire en plaidant pour les mesures recommandées ci-dessus en envoyant des signaux pour éviter les restrictions de l'espace civique. La mise en ligne provoquée par la COVID-19 est l'occasion pour les communautés du monde entier d'unir leurs efforts et de défendre les droits humains fondamentaux de chacun. La communauté internationale peut et doit exprimer sa solidarité, en faisant pression sur les gouvernements qui utilisent des mesures restrictives et portent atteinte aux libertés de leurs citoyens, ainsi qu'en veillant à ce que les voix des sociétés civiles locales soient entendues.

4. Réduire la fracture numérique

- Même s'il n'est pas possible de garantir la fin de la désinformation au sein d'une société, il est possible de développer et de partager largement le consensus scientifique autour des faits. Les plateformes de médias sociaux doivent jouer un rôle actif dans le développement de ces capacités, d'autant plus qu'elles sont censées être l'un des principaux acteurs de la prévention et de l'arrêt de la désinformation. Comme il s'agit d'une énorme responsabilité, les plateformes de médias sociaux doivent non seulement être tenues responsables et améliorer leurs efforts, mais elles doivent également être consultées et soutenues par un groupe consensuel composé d'experts en politique et en santé afin de garantir une plus grande transparence dans ce processus à long terme.⁴⁴ Dans le contexte actuel de la pandémie et de la campagne de vaccination, il est crucial que les scientifiques élèvent la voix et s'impliquent dans la lutte contre la désinformation en restaurant la confiance du public dans la science.
- Pour réduire la fracture numérique et faire en sorte que l'ensemble de la population ait accès à la technologie et à l'internet (tant au niveau des équipements que de la connectivité réseau) dans le cadre de la COVID-19, il serait pertinent de repérer les disparités géographiques pertinentes en identifiant les communautés les plus vulnérables. Le libre accès à l'information et les capacités de partage des connaissances sont essentiels pour restaurer un espace civique florissant. Par conséquent, les gouvernements, ainsi que les entreprises de télécommunications pourraient travailler main dans la main pour établir un accès aussi large que possible dans un pays donné. Les gouvernements pourraient également ouvrir l'accès à ces technologies dans les lieux publics, en veillant à ce que des mesures sanitaires soient prises.⁴⁵



Our respondents cite the impacts of COVID-19 on access to education
Credit: Getty Images.

Cette situation exige que les fonds publics soient utilisés pour aider les communautés les plus vulnérables et assurer un accès optimal aux appareils et à la connexion Internet. Faciliter l'accès à Internet permettra d'informer la société civile sur les tendances de la COVID et les vaccinations, mais aussi de permettre aux étudiants de continuer à recevoir leur éducation, ce qui est nécessaire tant pour leur propre développement que pour la croissance économique du pays.

5. Assurer le financement des réponses transversales

- La question du financement doit également être abordée. En se concentrant sur l'arrêt de la propagation de la pandémie, les donateurs ont réduit les financements destinés à la consolidation de la paix. Les mesures visant à atténuer les conséquences négatives de la crise actuelle sont donc limitées, et la pandémie a fait peser une pression supplémentaire sur les acteurs de la consolidation de la paix. Cependant, les efforts de consolidation de la paix sont intrinsèquement liés au rétablissement post-pandémique, et le financement de ces activités devrait être combiné à d'autres efforts de développement afin de véritablement mieux construire l'avenir. Bien que l'égalité d'accès aux vaccins soit une composante essentielle du rétablissement, et que la communauté internationale doive la soutenir à tous les niveaux, il est temps de se concentrer sur la manière dont la mise en œuvre d'objectifs internationaux tels que les ODD et la Vision de la paix de l'IDPS contribuent à la reconstruction réussie des sociétés post-COVID-19. Nous devons saisir les opportunités que cette crise a présentées pour poursuivre les discussions sur la localisation, le changement des dynamiques de pouvoir et la réduction des inégalités dans le monde. Ces préoccupations ne peuvent être résolues que par une approche multilatérale, globale et multi-acteurs

⁴⁴ "Fighting the Spread of COVID-19 Misinformation," *Harvard School of Public Health*.

⁴⁵ Elisabeth Beaunoyer, Sophie Dupéré et Mathhieu J. Guitton, "COVID-19 and digital inequalities: Reciprocal impacts and mitigation strategies," *Comput Human Behav*, 11 mai 2020.

6. Appel à l'égalité des sexes

- Les mesures de barrières ont eu un impact énorme sur la violence conjugale et sexuelle, en particulier dans les milieux fragiles et touchés par les conflits. Les inégalités préexistantes ont été encore exacerbées et les progrès réalisés ces dernières années en matière de consolidation de la paix risquent d'être remis en cause. Afin de s'assurer que la communauté mondiale puisse mieux répondre aux impacts sexospécifiques de la pandémie, tout en évitant d'aggraver les inégalités existantes, nous devons nous engager à réaliser le programme "Femmes, paix et sécurité" et à adopter une approche sexospécifique qui soit réellement inclusive et participative dans le cadre de la réalisation des ODD et de l'Agenda 2030.

7. Soutenir les petits entrepreneurs

- La COVID-19 a perturbé l'économie mondiale. Les petites et moyennes entreprises peuvent jouer un rôle essentiel dans l'atténuation de ces impacts indirects de la pandémie et dans le soutien de l'économie de leur pays, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par des conflits. Ces petits entrepreneurs doivent être soutenus afin de contrer ces impacts économiques. Une façon de le faire, par exemple, est d'augmenter la disponibilité du crédit; en étendant la liquidité aux Institutions de microfinance (IMF) et en travaillant avec elles pour augmenter à leur tour la disponibilité du crédit aux petites entreprises et aux entreprises affectées.⁴⁶

⁴⁶ ["Economic impacts of COVID-19 in fragile contexts and how SMEs can help"](#), Cordaid, 01 mai 2020.

Épilogue

Dans le contexte de la pandémie actuelle de COVID-19, le travail de la Plateforme reste fortement impacté. Ce rapport est publié pour partager des informations pertinentes sur la façon dont la COVID-19 continue d'avoir un impact sur le travail des membres de la CSPPS. Le rapport identifie un certain nombre de tendances persistantes qui nécessitent une attention internationale et une action concertée. De notre côté, le soutien de nos membres et de leurs efforts reste un objectif clé pour la CSPPS en 2021 et au-delà.

Nous continuerons à surveiller l'impact de la pandémie sur le terrain tout en appelant à une réponse plus inclusive, sensible aux conflits, qui se concentre sur la fourniture d'un soutien égalitaire aux actions locales à travers le monde dans les années à venir. Recueillir et documenter les expériences vécues est une composante importante de notre plaidoyer international. Les recommandations formulées dans ce deuxième rapport

serviront de base à notre engagement futur auprès des gouvernements et des autres acteurs internationaux.

Nous devons nous associer localement et mondialement afin d'instituer des efforts plus justes et plus amplifiés pour atteindre les cibles des ODD pour la paix, la justice et l'inclusion. "La société civile agit en première ligne, en tant que premier répondant à toute crise. Dans le même temps, la société civile fait appel à votre soutien et à votre contribution aux processus de dialogue inclusif et aux actions de collaboration."⁴⁷ Nous appelons donc nos partenaires internationaux à soutenir nos efforts et à marcher à nos côtés pour mieux construire l'avenir. Votre soutien sera crucial pour s'engager dans des processus plus inclusifs, soutenir les réponses locales qui sont fondées sur des partenariats multi-acteurs, et réaliser des engagements communs vers un avenir plus résilient.

⁴⁷ "Le FPHN virtuel de l'ONU n'empêchera pas l'ODD16+ de reculer". CSPPS, 19 juillet 2021.



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

À propos de la CSPPS

[La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État \(CSPPS\)](#) est un réseau mondial d'organisations de la société civile (OSC) qui soutient les efforts de consolidation de la paix dans des contextes fragiles et affectés par des conflits, et qui s'efforce de créer des sociétés inclusives et une paix durable.

Cordaid, dans le cadre de son engagement à lutter contre la fragilité, héberge la CSPPS. Le Secrétariat est géré et coordonné par Peter van Sluijs, Stratégiste senior à Cordaid.

Vous trouverez ci-dessous les coordonnées du Secrétariat. N'hésitez pas à nous contacter pour toute question que vous pourriez avoir.

Adresse

CSPPS, c/o Cordaid,
Grote Marktstraat 45,
2511 BH La Haye, Pays-Bas

info@cspps.org

www.cspps.org

[@idps_cspps](https://twitter.com/idps_cspps)

[cspps_global](https://www.instagram.com/cspps_global)

[@civilsocietyplatform](https://www.facebook.com/civilsocietyplatform)

[company/cspps](https://www.linkedin.com/company/cspps)

Rédacteurs principaux: Adeline du Crest et Camille Barbosa

Le secrétariat de la CSPPS exprime sa gratitude à toutes les organisations membres et aux points focaux qui ont fourni des idées et des témoignages. Nous sommes également profondément reconnaissants envers les réviseurs.